



Les services publics sur le pied de guerre

CORONAVIRUS / COVID19 Publié mardi 14 avril 2020 / par Michel Pourcelot, journaliste L'inFO militante

Coronavirus Service Public



© Alexandra BREZNAY/REA

Les soignants sont en première ligne mais bien d'autres sont à leur poste pour maintenir la plus grande continuité possible des missions publiques. C'est une « guerre qui mobilise tous les agents de nos services publics » avait déclaré le ministre de l'Intérieur lors de la présentation des mesures prises pour endiguer la propagation du Covid-19, le 17 mars. Les agents sont effectivement sur le terrain et chaque jour prennent des risques. Petit aperçu dans quelques services et secteurs.

« On manque de lits, on manque de masques, on manque de tout. Et on ne parle pas d'un hôpital au fin fond de la brousse, on parle du deuxième CHU de France ! » avait déploré, dès le 16 mars, Alexandre Meunier, délégué Force Ouvrière aux Hôpitaux civils de Lyon (HCL). Début avril, la direction des HCL en était à conseiller de s'équiper de sacs poubelles transparents de 110 litres pour se protéger (avec conseils via un tutoriel vidéo) et de réutiliser les tabliers à usage unique une fois lavés... Et de prévenir le personnel : *« Nous avons actuellement une durée résiduelle de consommation d'une dizaine de jours sur les masques. Ce n'est pas le cas des autres articles pour lesquels une rupture en matière d'approvisionnement doit être envisagée »* et ce *« dans l'attente de l'arrivée d'une commande en provenance de Chine de 600.000 tabliers (quantité et date incertaine). »*

Autant charger l'ennemi, sans bouclier, et sous une pluie de flèches invisibles.

Le groupement FO des services publics et de santé du Rhône (SPS-FO), dont Alexandre Meunier est également secrétaire général, s'était ainsi exprimé dans une lettre au préfet du Rhône, avec copie à l'ARS et au rectorat. Ce courrier, rédigé conjointement avec la fédération FO de l'Enseignement du Rhône, s'inquiète des conditions d'accueil des enfants des soignants dans des écoles, les enseignants ne disposant pas non plus de protection : ni gants, ni masques et ni gel.

Sans compter un flou n'arrangeant rien et dénoncé par Jane Urbani, secrétaire départementale du SNUDI-FO (Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs et professeurs des écoles de l'enseignement public). La fédération FO de l'enseignement du Rhône exprime ainsi un réel

agacement contre « *le manque de directives précises de l'Education Nationale, et de mesures strictes pour ne pas faire courir de risques aux enseignants ou aux enfants accueillis.* »

Missions périlleuses

La liste d'exemples plus ou moins similaires à travers l'Hexagone est longue, pourtant les agents des services publics entendent assurer leurs missions, parfois au péril de leur vie. Et ce ne sont pas seulement les soignants : ainsi, le 5 avril, est décédé un agent de sûreté de la RATP, membre du Groupe de protection et de sécurisation des réseaux (GPSR), basé à la Gare de Lyon, à Paris. Il avait 37 ans, était père de deux enfants et avait été sacré champion de France de judo, catégorie vétéran, en juin 2019. Un de ses amis, ancien de la RATP, a témoigné dans la presse locale, que « *quand des cas ont été détectés chez des policiers, avec qui les agents de sûreté partagent certains locaux, il n'y a pas eu de mesure prise.* »

Côté Finances publiques, on tente de s'organiser au mieux, pour contribuer à la continuité du service apporté aux usagers. Le syndicat F.O. de la Direction générale des Finances Publiques, FO-DGFiP, avait par exemple signalé un « *surcroît d'appels téléphoniques dans les SIP [service des impôts des particuliers, NDR]* » provenant de certains autoentrepreneurs et patrons de TPE n'ayant jamais jusque-là télédéclaré leurs revenus. La direction générale a dû ainsi proposer une solution.

Quant à l'après, le déconfinement, FO-DGFiP a abordé le sujet dans une audio-conférence avec le directeur général, le 7 avril, estimant que « *l'accueil physique à la fin du confinement ne pourra qu'être limité et n'avoir lieu que dans des conditions optimales de protection tant pour les agents que pour les contribuables : plexiglas installés partout et mise à disposition de masques et de gel hydroalcoolique.* »

En première ligne

« *On nous rappelle pour monter au feu et soudain le service public redevient de première importance. Mais un service public ne doit pas exister uniquement quand il y a le feu à la maison !* » souligne Jean-Philippe Lacout, facteur et responsable de la branche courrier à la fédération FO-Com. La Poste doit en effet faire face au problème d'un million et demi de clients sans carte bleue et devant retirer leurs allocations au guichet. Le Premier ministre a assuré dans un communiqué du 2 avril, que 5 000 bureaux de poste seront ouverts d'ici la fin du mois. Dès le lundi 6 avril, tous les guichets devaient être pourvus de protections en plexiglas avait assuré la direction.

Si, à juste titre, les mérites de ceux de la « *première ligne* », les soignants, sont vantés de toutes parts, il y a les invisibles, comme Aïcha, agent de service hospitalier à l'hôpital d'Amiens et chargée du ménage des « *chambres Covid* », « *pour 1.300 euros par mois après 20 ans de service* ». Interviewée par un quotidien, elle confie : « *j'angoisse tellement que je ne dors plus* », il lui faut « *désinfecter chaque recoin, même les murs. Une fois chez moi, je me lave et je recommence, je décape tout... J'ai trop peur de contaminer mes enfants.* » Elle estime qu'un « *suivi psychologique pour les oubliés de l'hôpital* » est nécessaire mais, pour elle, « *arrêter est inenvisageable, les patients ont besoin de nous.* »

Soutien à l'Action sociale

En Bretagne, les S.D.A.S FO 22,29,35 et 56, les Syndicats Départementaux de l'Action Sociale de la Fédération Nationale de l'Action Sociale, ont manifesté « *leurs plus complets soutiens aux salariés de l'Action Sociale mobilisés au travail en Bretagne dans cette période de pandémie mondiale, à ceux qui travaillent au quotidien au péril de leur santé pour continuer à faire vivre des missions de Service Public et maintenir des services aux publics considérés comme les plus vulnérables de notre société.* »

Un combat bien difficile

Une guerre où l'on part au front en sous-effectif, les besaces à moitié vidées par des chasses aux économies forcées... La situation d'avant crise coronavirus était telle que pour les hôpitaux le gouvernement avait été contraint d'assouplir les mesures d'économies drastiques et de concocter un « plan d'urgence ». Jugé à l'époque très insuffisant par les professionnels de santé, ce plan apparaît aujourd'hui d'autant plus limité et dérisoire face à la situation d'urgence à laquelle les personnels doivent faire face actuellement.

La situation en était au point que la Fédération FO des personnels des services publics et des personnels de santé (FO-SPS) avait, en novembre dernier, réclamé « *un plan Marshall de la santé dans la fonction publique hospitalière, pour donner des moyens financiers conséquents dans tous les secteurs et services.* »

A cette occasion, FO a rappelé avoir alerté depuis des années « *sur les conséquences des politiques d'austérité qui vont à l'encontre de la raison d'être du service public, à savoir répondre aux besoins et garantir un accès étendu et égalitaire* », rendant hommage à tous ceux qui « *tissent, au quotidien, la solidarité républicaine* » plus que jamais nécessaire en ces temps de crise sanitaire.

MICHEL POURCELOT, JOURNALISTE L'INFO MILITANTE

Journaliste

Sur le même sujet

L'inspection du travail sur le terrain de la crise

Par la voix de son secrétaire général, Yves Veyrier, lors d'une téléconférence avec la ministre du Travail, le 8 avril, FO a insisté sur « *la nécessité de renforcer les interventions de l'inspection du travail sur les questions de santé et de protection des salariés dans le contexte actuel.* » Une mission de service public cruciale en pleine crise du Covid-19.

Covid-19 : le retour de l'État avec de vrais moyens ?

La lutte contre la pandémie met en lumière les conséquences douloureuses de politiques économiques et sociales menées de par le monde. En France, après trente ans de contre-réformes qui ont mis à mal l'engagement, y compris financier, de l'État dans les services publics, dont ceux de la santé, le constat est amer.

La décision a minima sur le jour de carence

Grâce à la mobilisation syndicale, celle de FO-Fonction publique notamment, le jour de carence est suspendu pour les fonctionnaires et agents publics qui seraient contraints à un arrêt maladie à la suite d'une contamination par le Covid-19. Pour FO, cette annonce faite par le Premier ministre le 21 mars constitue certes une première réponse mais elle ne suffit pas.